Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2016)

Heft: 2113

Artikel: Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale : le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

Autor: Guyaz, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023377

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

nouveau ministre des finances ne confonde pas l'intérêt à court terme des banquiers et la pérennité d'un système bancaire au service de l'économie nationale?

Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale

Le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

Jacques Guyaz - 17 février 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28952

Le Conseil fédéral a mis en consultation un nouveau Rapport sur la politique de sécurité.

Qui trop embrasse mal étreint. Le rôle de l'OSCE que la Suisse a présidé en 2014; la participation de notre armée à la KFOR, seule et unique occasion pour nos militaires professionnels de coopérer sur le terrain avec des armées étrangères; l'impact du réchauffement climatique sur les inondations; la criminalité et les mafias; les migrants; les risques sur l'approvisionnement en énergie: tout figure dans ce rapport, aucune hiérarchie ne se dessine vraiment. Il est même question de la candidature de la Suisse comme membre non permanent du Conseil de sécurité pour 2023-2024.

Tous les poissons sont noyés. Pourtant, dans ce brouet plutôt indigeste, des éléments fort intéressants surnagent ici et là qui auraient mérité à eux seuls un rapport séparé.

Ainsi ce document met fortement l'accent sur l'utilisation des satellites comme moyens de communication – que la Suisse ne maîtrise pas –, sur les outils de reconnaissance, caméras et capteurs embarqués sur satellites ou avions, sur les armes de haute précision tirées ou non par des drones immédiatement après un recueil d'informations.

Notons des considérations très intéressantes sur les nouvelles barrières en Europe et le développement actuel de l'armée russe, qui correspondent exactement à ce que la guerre en Syrie nous apprend tous les jours: un renforcement très important de l'aviation depuis la présidence Poutine et un certain retard dans les moyens au sol.

Quelle importance pour la Suisse, direz-vous? Nous n'allons pas faire la guerre dans le désert contre Daech.

En fait, ce qui apparaît en filigrane, de manière presque souterraine dans ce rapport, c'est la nécessité de la collaboration dans des domaines où la Suisse ne peut être présente et où le recueil d'informations est essentiel. Dans le cas d'une prise d'otages dans le Sahel, par exemple, comme nous la subissons en ce moment.

Une telle vision s'oppose frontalement au repli de nos instruments d'informations et donc de défense sur le sol national. Ce n'est sans doute pas un hasard si le rôle de la KFOR est mis en exergue dans le rapport.

Nous avons le sentiment en lisant ce document qu'il est assez éloigné de l'idéologie du parti de nos ministres de la défense successifs. Nous nous sommes d'ailleurs délectés d'une phrase figurant à la page 12: *«L'augmentation des mouvements migratoires ne constitue pas en soi une menace pour la Suisse en termes de sécurité.»* Nous nous réjouissons par avance du résultat de la procédure de consultation et de la demande du maintien ou non de cette assertion.

Le rapport consacre des pages importantes aux risques de cyberattaques et à un point dont on parle peu, celui du développement de capacités de résilience, autrement dit de retour à la situation antérieure

et de redondance en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement, surtout dans le domaine énergétique. Notre réseau électrique et son interconnexion avec l'Europe font partie des intérêts vitaux de la Suisse, mais parions que cet aspect du rapport sera peu mis en avant par les parlementaires de l'UDC, parti de Guy Parmelin, le chef du département de la défense, de la protection de la population et du sport.

Ce document contient nombre de considérations passionnantes et pertinentes, mais il réussit l'exploit d'être à la fois plat – tout est ramené au même niveau – et boursouflé – on y parle absolument de tout. Pourtant sur la base de ce texte, pour peu que le Conseil fédéral en ait le souhait, que le Parlement s'y intéresse vraiment, et que la gauche ne laisse pas à la droite un monopole sur les questions de défense, une vraie politique moderne de sécurité pourrait être élaborée. On peut toujours rêver.

«Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières

Les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

Charlotte Robert - 19 février 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28970

Dans son édition du 21 décembre dernier, *La Liberté* présente les producteurs de cacao au Ghana.

Elle décrit l'encadrement qu'ils reçoivent de Coop et Max Havelaar et indique le prix qu'ils touchent: *«Les transformateurs empochent 35% du prix final, le commerce de détail 44,2% et les producteurs [de cacao]… 6,6%»*. L'article ne dit pas si les intermédiaires qui achètent le cacao aux paysans et l'exportent encaissent les 14,2% restant.

Le paiement octroyé grâce au label Max Havelaar aux membres d'une des coopératives décrites s'élève à cinq millions de francs pour 100'000 membres, soit un franc par semaine et par travailleur.

Certes, pour un paysan à peine au-dessus du seuil de pauvreté – un ou deux dollars par jour selon les définitions –, un franc par semaine est toujours bon à prendre. Mais quand on voit les exigences techniques et d'organisation imposées, on se demande pourquoi les producteurs ne cherchent pas à produire une moins bonne qualité, mais en plus grande quantité. Et on ne s'étonne pas que ses enfants participent aux travaux de la ferme.

Juste avant Noël, j'ai voulu acheter du chocolat *fairtrade* aux Magasins du monde. J'ai constaté qu'il était *Made in Switzerland*. Or il y a des centaines sinon des milliers de producteurs de chocolat – pas seulement de cacao – dans les pays en développement. Et certains produisent des chocolats de première qualité, selon l'organisme The Chocolate Garage de Palo Alto.

Pourquoi n'en trouve-t-on pas en Suisse? Pourquoi Coop ou les Magasins du monde ou d'autres commerces désireux de contribuer au développement du tiers-monde n'achètent-ils pas leurs chocolats directement aux entreprises productrices? On me répondra que ces dernières ne peuvent pas assurer des livraisons régulières et en quantité suffisante. Mais en proposant leurs produits, les distributeurs contribueraient au développement de ces petites entreprises.